

**AP n° 2026-APC-50-IC**

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
instaurant de nouvelles prescriptions applicables  
dans le cadre de la mise en œuvre d'actions correctives**

**SOCIÉTÉ TRICOFLEX  
17 avenue Jean Juif  
CS 70015  
51300 Vitry-le-François**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2007-A-27-IC du 12 mars 2007 autorisant la société TRICOFLEX à exploiter ses installations de fabrication de tubes et profilés en matières plastiques, sur la commune de VITRY-LE-FRANCOIS ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-APC-32-IC du 15 février 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-APC-154-IC du 23 juin 2010 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures conservatoires n° 2024-MD-92-IC en date du 21 mai 2024 ;

**Vu** les modifications portées à la connaissance du Préfet par la société TRICOFLEX le 14 mars 2025 concernant notamment l'ajout de zones de stockage de matières plastiques en extérieur supplémentaires et les compléments transmis par courriel du 2 septembre 2025 ;

**Vu** les rapports des visites d'inspection rédigés par l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date des 5 mars 2024, 27 septembre 2024 et 17 novembre 2025 ;

**Vu** le courriel de l'exploitant en date du 26 juin 2025 confirmant l'existence d'un défaut d'étanchéité sur le bassin de rétention accidentel en béton au niveau des cuves à huiles sur le site ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 3 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 18 février 2026 ;

**Considérant** l'article L. 181-14 du Code de l'environnement et notamment que : « L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;

**Considérant** les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et notamment celles de ses articles 25, 26 bis et 68 portant sur les rétentions accidentelles et les moyens de lutte contre l'incendie ;

**Considérant** les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 et notamment celles de ses articles 2.1, 2.2.14, 2.2.15 et 2.2.16 de son annexe I ;

**Considérant** les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 et notamment celles de ses articles 2.1, 2.9, et 4.2 de son annexe I ;

**Considérant** les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2007-A-27-IC du 12 mars 2007 et notamment celles de ses articles 7.5.3, 7.6.4, 7.6.7.1, 9.2 et 9.5 ;

**Considérant** que l'exploitant a ajouté des zones de stockage de matières plastiques supplémentaires en extérieur ;

**Considérant** que ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance de Monsieur le Préfet ;

**Considérant** que ces modifications ont donc fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et de mesures conservatoires n° 2024-MD-92-IC du 21 mai 2024 ;

**Considérant** qu'en réponse, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en date du 14 mars 2025 comprenant notamment des études de flux thermiques et des calculs des besoins en eaux d'extinction d'après les documents techniques D9 et D9A ;

**Considérant** que, d'après les premières conclusions des études transmises par l'exploitant, et en l'absence de mesures complémentaires pour éviter tout risque de propagation d'un éventuel incendie entre les zones de stockage T7/T8 et T9, ces modifications sont susceptibles d'augmenter les besoins en eaux d'extinction requis en cas d'incendie ;

**Considérant** que cette augmentation est susceptible de dépasser la capacité en eau actuelle du site fixée à 360 m<sup>3</sup>/h avec au minimum un tiers du débit assuré par réseau d'incendie sous 1 bar de pression dynamique ;

**Considérant** que ces études nécessitent d'être finalisées rapidement et que des mesures complémentaires sont requises pour garantir que les besoins en eau demeurent adaptés aux activités ;

**Considérant** que l'augmentation des besoins en eaux d'extinction entraînerait une augmentation des volumes d'eaux d'extinction à confiner en cas d'incendie ;

**Considérant** qu'il est prévu dans l'arrêté préfectoral n°2007-A-27-IC du 12 mars 2007 que les quais d'expédition servent à confiner une partie de ces eaux d'extinction ;

**Considérant** qu'il a été constaté, lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2024, que ces quais sont régulièrement inondés et que des remorques de camions y sont régulièrement stationnées ;

**Considérant** que ces paramètres n'ont pas été pris en compte par l'exploitant dans le calcul initial de sa capacité à confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie et qu'ils sont de nature à réduire de manière significative ses capacités de rétentions ;

**Considérant** qu'il est donc nécessaire pour l'exploitant de s'assurer qu'il est toujours en mesure de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie sur son site en prenant en compte ces éléments et de définir les moyens nécessaires afin de mettre à jour les dispositions de son arrêté préfectoral sur ce point ;

**Considérant** que, lors de la visite du 27 septembre 2024, il a été constaté un possible défaut d'étanchéité sur le bassin en béton servant de rétention en cas de déversement accidentel au niveau des cuves d'huiles ;

**Considérant** que l'exploitant a confirmé, dans son courriel du 26 juin 2025, avoir mené des essais de montée en charge du bassin et que ces essais confirment un défaut d'étanchéité de celui-ci ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 17 novembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir procédé à des chiffrages mais n'avoir pour le moment pas prévu de délais pour la remise en état de la rétention ;

**Considérant** que des mesures conservatoires sont nécessaires pour éviter les risques d'infiltration dans le sol des liquides en cas de déversement accidentel dans le bassin défectueux en attendant sa remise en état ;

**Considérant** que les éléments précités sont de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est donc nécessaire d'encadrer les délais de finalisation des études commencées par l'exploitant dans son dossier et de mise en œuvre des actions correctives qui seront retenues à l'issue de celles-ci, par des prescriptions complémentaires.

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

Les conditions d'exploitation de la Société TRICOFLEX, dont le siège social est situé 17 Avenue Jean Juif à VITRY-LE-FRANCOIS, autorisée à exploiter ses installations implantées à la même adresse par arrêté préfectoral d'autorisation n°2007-A-27-IC du 12 mars 2007, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 : réalisation des études incendie**

L'exploitant finalise et transmet à l'Inspection des installations classées ses études portant sur la maîtrise du risque incendie.

Ses études doivent notamment établir :

- le scénario majorant retenu en cas d'incendie sur le site en prenant en compte les risques de propagation par flux thermique et par coulabilité des matériaux stockés entre les zones de stockage extérieures T7/T8 et T9 ;
- les besoins en eaux d'extinction en cas d'incendie dimensionnés pour répondre à ce scénario majorant ;
- vérifier si les moyens d'incendie du site sont suffisants pour répondre aux besoins en eau calculés ;
- la capacité requise pour retenir les eaux potentiellement polluées en cas d'incendie sur le site dimensionnée sur la base des besoins en eaux d'extinction ;
- les moyens et volumes prévus pour atteindre cette capacité de rétention en prenant en compte le cas le plus défavorable.

### **Article 3 : mise en œuvre d'actions visant à garantir la maîtrise du risque incendie**

Si les études mentionnées à l'article 2, démontrent que des actions sont nécessaires afin de garantir que les besoins en eau et capacité de rétention soient en adéquation avec le scénario majorant retenu, l'exploitant joint aux études et transmet à l'Inspection des installations classées, la liste des actions qui seront réalisées ainsi qu'un échéancier prévisionnel de leur mise en œuvre.

Les délais de mise en œuvre de ces actions ne devront pas être supérieurs à 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 4 : plan de défense incendie**

L'exploitant réalise et transmet à l'Inspection des installations classées un plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant tient régulièrement à jour son plan de défense incendie.

Ce dernier, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs des matières et produits plastiques et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les plans des installations précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des silos et cuves fermés et fixes, la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

Le plan de défense incendie prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'Inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

#### **Article 5 : accès à l'aire de pompage de l'étang appartenant à la société MANNESMANN**

Une convention d'utilisation est établie avec la société MANNESMANN PRECISION TUBES FRANCE (ex-VALLOUREC) implantée à MAROLLES (51300) concernant l'utilisation de l'aire de pompage située au niveau de l'étang appartenant à cette société.

Cette convention établie notamment de manière claire et détaillée les règles d'accès et d'entretien permettant de garantir la disponibilité de l'aire de pompage en cas d'incendie.

Cette convention est révisée périodiquement et annexée au plan de défense incendie du site.

#### **Article 6 : remise en état de la rétention située sous les cuves d'huiles**

L'exploitant réalise et transmet à l'Inspection des installations classées, un plan d'actions avec échéancier prévisionnel de mise en œuvre des actions qui seront réalisées pour remettre en état et garantir l'étanchéité des rétentions situées sous les cuves d'huiles.

Les délais prévisionnels proposés ne pourront pas être supérieurs à 24 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans l'attente de la mise en œuvre des actions visant à garantir l'étanchéité des rétentions, l'exploitant prévoit des mesures compensatoires lui permettant d'intervenir rapidement pour éviter toute infiltration dans le sol en cas de déversement accidentel dans les rétentions concernées par le défaut d'étanchéité.

## **Article 7 : délais de mise en œuvre des prescriptions**

Les prescriptions visées aux articles 2 à 5 sont réalisées sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les prescriptions visées à l'article 6 sont réalisées sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet l'ensemble des éléments justificatifs permettant de démontrer le respect de ces prescriptions dans les délais précités à l'Inspection des installations classées.

## **Article 8 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

## **Article 9 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

## **Article 10 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile de la Marne, à la Direction départementale des territoires de la Marne –

service urbanisme, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Vitry-le-François qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société TRICOFLEX, dont le siège social est situé 17 Avenue Jean Juif à VITRY-LE-FRANCOIS.

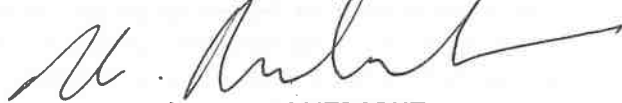
Monsieur le Maire de Vitry-le-François procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le

**03 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
le Sous-préfet, Directeur de cabinet,  
Secrétaire général par intérim,**



**Thomas MONTBABUT**